

Une violence insoutenable



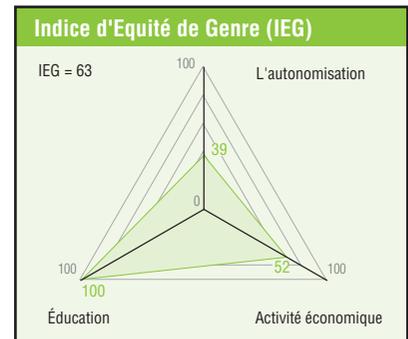
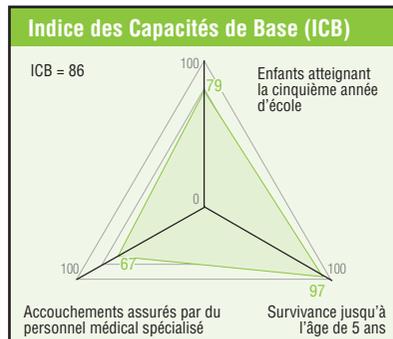
Le principal obstacle au développement durable au Honduras est la violence qui atteint presque toutes les couches de la structure sociale, dans les secteurs urbains et ruraux. La population en général, et les femmes en particulier sont les victimes d'un déferlement de crimes violents qui provoque le taux d'assassinats le plus élevé du monde. Malgré d'autres questions urgentes y compris la dégradation de l'environnement, l'iniquité économique, les faibles performances éducatives et l'accès limité aux services de santé, la priorité doit viser à réduire les effrayants niveaux de violence existants. La plupart des victimes étant des femmes, il est impératif d'aborder cette question à partir d'une approche genre.

Centro de Estudios de la Mujer-Honduras
Mercedes Elena Flores
Cristina Urbina

À l'heure actuelle, le principal défi pour le Honduras est d'attaquer le haut degré de violence qui accable sa population et qui est mis en évidence par les données concernant la criminalité qu'il est prévu de réduire d'ici 2038 « au niveau de la moyenne internationale ». Suivant un rapport du PNUD¹, le taux d'assassinats de l'ensemble des pays d'Amérique centrale est de 44 pour 100 000 habitants, ce qui représente 11 fois la moyenne mondiale de 4 assassinats pour 100 000 habitants. En 2010, le taux d'assassinats au Honduras a atteint 77,5 pour 100 000 habitants. Suivant l'Organisation mondiale de la santé, le taux considéré normal est de 9 homicides pour 100 000 personnes ; ce taux est considéré comme une épidémie à partir de 10 homicides².

La violence, phénomène endémique dans le pays, a sensiblement augmenté après le coup d'état de juin 2009. Après le renversement institutionnel, des activistes de genre des Amériques, réunies dans l'Observatoire féministe (*Observatorio feminista*) ont constaté à Tegucigalpa la « participation massive des femmes aux mobilisations » contre le Gouvernement de facto où un grand nombre d'activistes ont été victimes « d'abus sexuels » par des membres de l'armée³ et qu'un bon nombre a été « attaqué à coups de gourdin sur différentes parties du corps, notamment les seins et les fesses » et que ces femmes ont souffert d'« agressions verbales » telles que « putes, rentrez chez vous ».

Dans certains cas, les intimidations fréquentes ont mené les femmes à s'éloigner de leurs familles « pour protéger leurs enfants et éviter des violations de domicile », notamment dans les départements de Tegucigalpa et San Pedro Sula. Un autre aspect de ce scénario cruel montre une « recrudescence du féminicide » ; rien qu'au mois de juillet, après le coup d'état, on a pu constater 51 assassinats de femmes alors que les sévères statistiques historiques atteignaient déjà un homicide par jour⁴.



Le président actuel, Porfirio Lobo Sosa est arrivé au pouvoir après les élections controversées du 29 novembre 2009 ; et par la suite, la situation des femmes a continué de se détériorer. Le 16 mai 2010, une coalition d'organisations dénommée Résistance féministe (*Feministas en resistencia*) a assuré qu'« il y avait eu une augmentation de la violence contre l'exercice plein des droits établis aussi bien par les institutions internationales que par notre Constitution ». ⁵ Un an après le coup d'état, le Centre d'études de la femme (*Centro de estudios de la mujer* – CEM-H) a confirmé l'assassinat de sept femmes lors d'une mobilisation contre la dictature⁶.

Un pays tâché de sang

Pour parvenir à atteindre le développement durable, dans 30 ans ou plus, le premier enjeu des honduriens est d'arrêter le massacre et la haine entre eux. En janvier 2010, une commission gouvernementale a produit un long document destiné au Parlement national dénommé *Vision du pays 2010-2038* et *Plan de nation 2010-2022*⁷. Ce document identifiait plusieurs questions sensibles sur le thème de la recherche pour un avenir de développement durable. Les niveaux élevés d'extrême pauvreté, les faibles performances scolaires, le chômage et l'informalité croissante du marché de travail, la haute vulnérabilité face aux catastrophes

naturelles, sont des éléments, entre autres, qui ont besoin de fortes politiques à long terme pour être corrigés. Le rapport représente un grand effort : il identifie les faits et les chiffres et établit des cibles réalistes à moyen et long terme pour obtenir des changements.

Violence contre les paysans et féminicide

Les causes et les victimes de la violence dans le pays sont nombreuses. La violence entre bandes rivales (*maras*) est fréquente et leurs batailles sont absolument sauvages. Suivant les manifestations de Custodio, la décapitation, l'une des formes de violence utilisées par les *maras*, « est devenue habituelle alors qu'auparavant elle était vraiment rare, ce qui veut dire que l'on s'habitue de plus en plus à des actes d'agression contre le corps humain »⁸.

Les cas de violence contre des communautés paysannes se sont aussi multipliés pendant ces dernières années. Entre janvier 2010 et début octobre 2011, 40 personnes liées à des organisations paysannes de la région de la vallée du Bajo Aguán ont été assassinées.⁹

Le visage féminin d'un pays insoutenable

Il n'y a aucun espoir dans un pays avec un tel degré de violence. Si l'on considère la problématique générale, la violence de genre atteint des niveaux aberrants, notamment contre la femme ; il y a eu également une augmentation alarmante des cas de violence contre des citoyens transsexuels, suivant les dénonciations

1 PNUD. *Rapport sur le développement humain pour l'Amérique centrale 2009/2010*.

2 OMS. *Rapport mondial sur la violence et la santé* : résumé.

3 Observatorio Feminista, *Semana de los Derechos Humanos de las Mujeres en Honduras*, communiqué de presse, Tegucigalpa, (20 août 2009).

4 Observatorio Feminista, op cit.

5 *Feministas en Resistencia, "Ante el agravamiento de la represión en Honduras"*, (16 mai 2010).

6 CEM-H, *Pronunciamento público: A un año del golpe de Estado las mujeres seguimos resistiendo*, Tegucigalpa, (28 juin 2010).

7 Voir : <www.enlaceacademico.org/uploads/media/VISION_DE_PAIS.pdf>.

8 El Informador. "Violencia en Honduras ha alcanzado niveles de epidemia. Derechos Humanos".

9 La vía campesina. "Honduras: Violencia extrema contra comunidades campesinas en el Bajo Aguán".

de la Commission interaméricaine des droits humains¹⁰ et l'ONG Human Rights Watch¹¹.

Au Honduras, le fémicide augmente de plus en plus. Entre 2003 et 2010 il y a eu 1464 victimes. Les femmes entre 15 et 29 ans représentent 44 % des assassinats féminins. Rien qu'en 2010 il y a eu plus de 300 cas, dont à peine 22 sont arrivés devant la justice (7,3 %)¹². Sur un total de 944 assassinats de femmes entre 2008 et 2010, la justice n'a condamné que 61 meurtriers (6,4 %)¹³. Le corps des femmes fait l'objet des agressions des hommes qui démontrent ainsi leur pouvoir et leurs désirs de vengeance, profitant de l'impunité et sans que le Gouvernement n'applique aucune mesure de sécurité ni de justice.

Ajouté à tout cela, la situation de la femme hondurienne montre de sérieux désavantages dans tous les domaines. Les femmes représentent 51,7 % des 7 869 089 d'habitants du Honduras et 41 % de sa population économiquement active ; outre cela, elles concentrent 91,1 % du travail domestique des familles. Pour différentes raisons, le chômage chez les femmes (3,7 %) est plus faible que chez les hommes (4 %)¹⁴. Le chômage est plutôt concentré chez les plus jeunes : 52,6 % des 101 296 chômeurs du pays ont moins de 24 ans¹⁵.

Les crises économiques qui ont frappé le pays depuis la fin du XX^{ème} siècle ont obligé des milliers d'hommes et de femmes à migrer dans le pays ou même à l'étranger à la recherche de meilleures conditions de vie et pour envoyer de l'argent à leurs familles¹⁶. Suite à ce phénomène, plus la désintégration des familles et la violence domestique, quatre foyers honduriens sur dix dépendent d'une femme. Quarante pour cent de ces foyers connaissent l'extrême pauvreté, contre 35 % des foyers qui dépendent d'un homme¹⁷.

Avant le coup d'état de 2009, le Honduras vivait déjà un lent processus de réduction de la pauvreté qui atteignait, en 2005, 63,7 % des foyers et 58,8 % en mai 2009. Toutefois, la population entre 20 et 59 ans a plus de risques d'être pauvre, notamment dans les secteurs ruraux où ce chiffre atteint 68,5 % des femmes. Pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies d'ici 2012,

il faudrait réduire la pauvreté du pays de 3,6 % par an et l'extrême pauvreté de 1,6 % par an.

L'économie du Honduras est basée, notamment, sur les remises d'argent reçues des migrants ; ces envois de fonds représentent 21 % du PIB, ce qui dépasse les revenus obtenus des exportations, *maquilas* et tourisme. Cet argent reçu par les familles est le principal soutien pour beaucoup de foyers.

Discrimination sur le marché du travail

Le marché de travail féminin est caractérisé par les travaux temporaires et les faibles revenus ; il n'existe aucune politique d'État orientée vers l'éradication de la discrimination des femmes sur le marché du travail.

Dans les *maquilas* (zones franches de traitement des exportations), les femmes travaillent dans des conditions de précarité et d'exploitation. La plupart des employés sont des femmes jeunes, de 17 à 25 ans. Pendant les trois dernières années, les *maquilas* ont connu des réductions de personnel systématiques. La crise financière internationale, démarrée en 2008, a eu un impact sur les établissements textiles et des vêtements dont les exportations se sont réduites de 10 %. En même temps, la crise politique a remis à plus tard les investissements prévus, ce qui a aussi eu des conséquences sur la main d'œuvre féminine.

Le parlement a aussi approuvé la création de « régions spéciales de développement » ou « villes modèle » qui constituent en fait une continuité approfondie des paradis fiscaux, où la force de travail féminine sera éliminée, de la même façon que dans les *maquilas*¹⁸.

Les femmes constituent la plus grande partie de la force de travail et elles n'ont pas accès aux bénéfices sociaux. Leur présence est aussi énormément majoritaire dans des secteurs tels que les services sociaux, de personnels et celui du travail domestique. En général, ces travaux exigent de travailler au-delà des huit heures réglementaires et, fréquemment, ils présentent des risques pour la sécurité et la santé, ainsi que des salaires réduits et l'embauche temporaire. Par contre, le marché du travail masculin offre des emplois plus sûrs et mieux rémunérés.

Éducation, santé, justice

Parmi les plus de 15 ans, 15,6 % sont analphabètes, à savoir 15,8 % des hommes et 15,5 % des femmes. La situation de l'enseignement s'est beaucoup améliorée pendant ces dernières années ; il y a pourtant d'énormes difficultés à surmonter comme par exemple les frais de transport (très élevés), le prix des uniformes et des fournitures scolaires. Les femmes consacrent 7,1 ans à leur formation dans le système éducatif contre 6,8 ans chez les hommes. Le taux de redoublement des filles est de 8,8 % et celui des garçons de 12,3 %.

D'autre part, la Cour suprême de Justice a reçu, pendant les dernières périodes, une moyenne de 20 000 dénonciations par an pour des motifs de vio-

lence domestique. La plupart des victimes (41,5 %) sont des femmes entre 19 et 30 ans. Ce phénomène atteint toutes les classes sociales. Ces agressions contre les femmes ne font pas fréquemment l'objet de plaintes car elles sont perçues comme « des problèmes internes du couple ».

Les taux élevés de morbidité féminine mettent en évidence les sérieuses déficiences des services de santé pour ce qui est de la santé reproductive et la sexualité. Le taux de morbidité maternelle atteint 110 sur 100 000 millions d'enfants nés vivants, suivant les données de l'UNICEF, rassemblées par la CEPAL¹⁹. Suivant ces statistiques, à peine 66,9 % des accouchements ont été à la charge de personnel sanitaire spécialisé en 2006. La situation mérite d'être traitée en urgence dans un pays où 38 % des adolescentes de 19 ans étaient déjà mères en 2001.

Accès aux ressources

L'inégalité de l'accès à la propriété des terres et aux revenus provenant de leur exploitation montre encore une fois la discrimination contre la femme hondurienne dont les droits à la propriété ne sont pas reconnus et, par conséquent, n'est pas en mesure d'accéder au crédit productif. Ceci limite son autonomie ainsi que sa capacité de prendre des décisions, même celles qui correspondent à leur propre foyer.

En 2010 il y a eu quelques progrès quant à l'enregistrement des propriétés. Entre février et août, les autorités ont émis 1487 titres de propriété indépendante, dont à peine un tiers (482) correspond à des femmes paysannes. En même temps, les femmes ont reçu 150 titres de propriété de terrains agricoles (28,40 %), alors que les hommes en ont reçu 528 (71,60 %). Étant donné le manque d'accès et de contrôle que les femmes ont sur les ressources productives, la plupart ne peuvent pas accéder au crédit.

Les mêmes difficultés apparaissent dans le cas de la propriété des logements. Suivant l'Enquête nationale des conditions de vie (ENCOVI), le secteur urbain présentait, en 2004, le plus grand pourcentage de logements en location (86,2 %)²⁰. Les migrations de la campagne vers la ville ont provoqué une croissance explosive des constructions déficientes à San Pedro Tula et à Tegucigalpa. Suivant l'Institut national des statistiques, dans ces deux villes, la population qui habite dans des bidonvilles est passée de 90 000 en 1990 à 1 283 843 en 2010.

En général, les logements ne réunissent pas les conditions minimales et ils constituent un danger pour les familles. Ceci du fait de la qualité des matériaux utilisés et de l'incidence des phénomènes climatologiques qui favorisent les glissements de terrain, les inondations et la destruction des constructions. Le taux d'entassement est de 19,6 pour 20 % de la population à plus faible revenu ; ce taux se réduit sensiblement pour arriver à 1,5 pour les 20 % suivants. ■

10 Comisión Interamericana de Derechos Humanos. "CIDH observa con profunda preocupación asesinatos de integrantes de la comunidad transgénero en Honduras".

11 Human Rights Watch. "Se Exhorta al Presidente Porfirio Lobo Sosa Investigar Muertes Recientes de Mujeres Transgénero en Honduras".

12 CEM-H, Día de la Mujer Hondureña: *Más que una celebración exigimos una patria libre*, communiqué de presse, Tegucigalpa, (25 janvier 2011).

13 Source : Estadísticas de las Unidades de Delitos contra la Vida de las Mujeres, de la Fiscalía Especial de la Mujer. 2010.

14 Programa de Cooperación Internacional de la Junta de Andalucía, *Programa Operativo País Prioritario Honduras 2010-2011*, Tegucigalpa, 2010.

15 Encuesta Permanente de Hogares de Propósitos Múltiples. EPHPM, INE. Mai 2009

16 L'argent reçu en moyenne par les familles est de 313,50 USD par mois, une réduction de 1 % par rapport au même mois de 2009 (rapport de la Banque centrale du Honduras, août 2010).

17 Programa de Cooperación Internacional de la Junta de Andalucía, op cit.

18 CEM-H, Día de la Mujer Hondureña: Plutôt que de célébrer, nous exigeons une patrie libre, communiqué de presse, Tegucigalpa, le 25 janvier 2011.

19 Base de données et publications statistiques de la CEPAL sur www.eclac.cl.

20 Les Objectifs du Millénaire pour le développement Honduras 2010. Troisième rapport de pays.